

Accord cadre de services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

POUR LES LOTS A ET B DE

L'ACCORD -CADRE N° 2025821RNCFo4AB

(C.C.A.P)

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Représentation de Nouméa
101 Promenade Roger Laroque
BP A5 - 98848 Nouméa cedex

Tél. (687) 261000 - Fax (687) 264326

Objet de la consultation :

Accord-cadre pour la maintenance des installations CVC

De la représentation de l'IRD en Nouvelle-Calédonie

Etendue de la consultation :

Accord-cadre passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application
des dispositions de la commande publique

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 : NATURE, FORME ET MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	3
3.1.PIECES GENERALES :	3
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS	4
ARTICLE 5 : TRANCHES	4
ARTICLE 6 : VARIANTES	4
ARTICLE 7 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 8 : PRIX	4
ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX	4
ARTICLE 10 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES	5
ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT	5
12.1. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	5
12.2. MODE DE REGLEMENT	6
ARTICLE 13 : FINANCEMENT ET GARANTIES	7
13.1. RETENUE DE GARANTIE	7
13.2. CAUTIONNEMENT	7
13.3. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	7
13.4. NANTISSEMENT	7
13.5. AVANCE	7
ARTICLE 14 : PENALITES	7
ARTICLE 15 : MODALITES D'EXECUTION	9
15.1. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 16 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS	10
ARTICLE 17 : ASSURANCES	10
ARTICLE 18 : LITIGE	11
ARTICLE 19 : RESILIATION	11
ARTICLE 20 : DEROGATIONS	11

Le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahiers des clauses Techniques Particulières.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans ses relations avec la personne publique.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet la maintenance des installations CVC de la Représentation de l'IRD en Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 2 : NATURE, FORME ET MODE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à prix mixtes, multi-attributaire, passé selon une procédure formalisée en application des articles [L.2123-1](#) et [R.2123-1](#) à [R.2123-7](#) du code de la commande publique.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS les pièces constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (A.E) complété, daté, et signé, par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexes financières : BPU et CDPGF
 - DC4 (en cas de sous-traitance).
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP n°2025821RNCF4AB)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n° 2025821RNCF4A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n° 2025821RNCF4B)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par Arrêté 30 mars 2021(publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021)
- Le Mémoire Technique

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCP ou du CCAG FCS.

3.1pièces générales :

- Code de la commande publique.
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur.

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante de l'accord-cadre quoique n'étant pas jointes au dossier.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent accord-cadre sera décomposé en deux lots distincts, le lot A et le lot B. Ils auront chacun un cahier des clauses techniques dédiées à leurs prestations respectives.

ARTICLE 5 : TRANCHES

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de tranches.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre prendra effet à sa notification. Il est conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois. Le présent accord cadre ne pourra pas excéder 4 ans.

Il sera reconduit tous les ans à la date anniversaire de l'accord-cadre par tacite reconduction. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

L'exécution d'un bon commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre

L'IRD se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre à condition.

L'IRD notifie alors sa décision de non-reconduction par tout moyen permettant d'en justifier la réception dans un délai de 2 mois avant la date de fin de l'année de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 : PRIX

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires pour les prestations à la demande et traité à prix forfaitaire annuel pour les prestations récurrentes.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, du caractère incomplet de l'annexe financière ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais de transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention, de livraison, d'assurance et tous les frais afférents à la fourniture des matériels et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

L'accord-cadre est conclu et exécuté en EURO (EUR). Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EUR retenue pour cet accord-cadre.

Les prix sont établis hors TGC.

Le présent accord-cadre ne saurait dépasser un prix total (prestations récurrentes et prestations à la demande) maximal de 320 000 €HT.

ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques et des taxes en vigueur au mois de la remise des offres fixé dans le Règlement de consultation ; ce mois est appelé mois « zéro » Mo.

La révision des prix est effectuée à la demande du titulaire, par application aux prix (forfaitaire et unitaires) de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_0 * \frac{I - 3\text{mois}}{I_0}$$

P = prix actualisé de l'accord-cadre

P_0 = prix initial de l'accord-cadre hors TGC

I_0 = index de référence publié à la date du mois « Mo »

$I-3 \text{ mois}$ = index de référence antérieur de trois mois à l'index du mois de notification.

L'index retenu sera l'index :

- **48CLI : climatisation.**

Cet index provient de la nomenclature des indexes de prix du site de l'ISEE NC : <https://www.isee.nc/>

ARTICLE 10 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent accord-cadre sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire de l'accord-cadre donneront lieu à la passation d'un acte modificatif de l'accord-cadre.

Le cessionnaire devra remplir les conditions fixées par l'IRD pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial et les termes de l'accord-cadre public resteront inchangés.

L'IRD n'est pas tenu d'accepter la cession.

A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD et l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut l'accord-cadre pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT

12.1. Paiement et établissement des factures

La facturation est mensuelle pour les prestations forfaitaires récurrentes (à hauteur d'1/12ème du forfait annuel).

Concernant les prestations exceptionnelles et occasionnelles à bons de commandes, la facturation est réalisée lorsque la prestation a été effectuée après vérification et admission. Elle mentionne le numéro du bon de commande.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent accord-cadre, le bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

Les factures sont envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180006025 00159
- Le code service exécutant : NC_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique qui sera communiqué après la notification de l'accord-cadre.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, la référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.G.C. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro RIDET ou SIRET ou l'identification dans le pays d'origine du titulaire,
- Le numéro de T.G.C. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiquées dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

12.2. Mode de règlement

Délais de paiement :

Conformément à l'article R.2192-10 du code la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent accord-cadre.

Intérêt moratoire :

En application des articles R.2192-12 et L.2192-12 à R.2192-13 et L.2192-13, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les

intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 13 : FINANCEMENT ET GARANTIES

13.1. Retenue de garantie

Sans objet.

13.2. Cautionnement

Sans objet.

13.3. Acomptes sur approvisionnements

Les acomptes seront versés conformément aux articles L.2191-4, R.2191-20, R2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique.

13.4. Nantissement

L'entreprise pourra donner son accord-cadre en nantissement. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement.

13.5. Avance

L'avance prévue aux articles L.2191-1, R.2191-1, R.2191-2, L.2192-1, L.2191-2, L.2191-3, R.2191-3 à R.2191-5, peut être accordée au titulaire de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance est de 10% du montant de l'accord-cadre (ou 30% si le titulaire est une PME).

ARTICLE 14 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, Les infractions ou les manquements seront relevés par les agents de l'IRD ou de son représentant. Ceux-ci constateront les défauts de service par rapport :

- Aux engagements fournis par le Titulaire et agréés par l'IRD,
- Aux caractéristiques des matériels fournis, particulièrement sur le respect des normes en vigueur,
- Aux clauses du marché, et notamment de la mission à laquelle s'est engagé le Titulaire
- Selon les infractions, l'application des pénalités donnera lieu ou non à une mise en demeure préalable.

Dysfonctionnement générant une pénalité de type 1	Délai de correction	Montant par jour ou par incident par tâche en EUROS HT
Incidents relatifs à la qualité du service		
Non-respect des règles de sécurité	1 jour	Après mise en demeure restée sans effet : 4190 € forfaitaire
Service non exécuté ou partiellement exécuté	Immédiat	502.8 € par jour calendaire de retard
Dégradations causées aux véhicules en stationnement ou en circulation, ainsi	Immédiat	502.8 € par constat ou plainte reçues des administrés et concessionnaires

qu'aux biens immobiliers, au mobilier urbain, aux réseaux concessionnaires que le Titulaire ne prendrait pas en charge spontanément.		qui n'auraient pas été dédommagés directement par le Titulaire
Présence de dépôts de déchets après passage, non remise en état de la zone de travail	Immédiat	335.2 € par constat
Déchets issus de l'exécution de la prestation déposés dans les bornes ou poubelles urbaines	Immédiat	335.2€ par constat
Non-respect des gammes de maintenance	Immédiat	335.2 € par constat
Défaut de sécurisation de la zone de travail	Immédiat	251.4 € par infraction
Réintervention sur un même bien suite à une intervention dans le trimestre qui suit	Immédiat	125.7 € par constat
Respect de la périodicité des visites (+/- 2 semaines)	1 jour	Après mise en demeure restée sans effet : 83.8 € forfaitaire par climatiseur
Respect des délais de restauration de service (calendaires)	Immédiat	125.7 € par constat
Non-respect du mode opératoire de la prestation par les agents	Immédiat	125.7 € par infraction
Véhicule ou matériel en mauvais état d'entretien	1 jour	Après mise en demeure restée sans effet : 251.4 € forfaitaire
Non-respect d'une spécification du C.C.T.P. autre que celles mentionnées par ailleurs dans le présent chapitre	1 jour	125.7 € par spécification et par infraction
Non-respect d'une spécification du mémoire technique présenté par le Titulaire	Immédiat	125.7 € par spécification et par infraction
Dysfonctionnement générant une pénalité de type 2	Délai de correction	Montant par jour ou par incident par tâche en EUROS HT
Incidents relatifs au défaut de transmission d'informations		
Non transmission d'un des documents d'assurance	1 jour	125.7 € par jour calendaire
Délais de fourniture des justificatifs, fiches ou rapports d'intervention, documents demandés non conformes	1 jour	167.6 € par jour calendaire de retard
Non-transmission des anomalies de réalisation de la prestation	4 heures	419 € forfaitaire
Non-transmission des incidents lors de la réalisation de la prestation	4 heures	419 € forfaitaire

Dysfonctionnement générant une pénalité de type 3	Délai de correction	Montant par jour ou par incident par tâche en EUROS HT
Incidents relatifs au défaut et de récidive		
Non correction dans le délai imparti d'un défaut constaté	Délai de correction de la pénalité initiale	Montant de la pénalité initiale
Récidive de défauts ou absence de traitement des non-conformités	-	2514 €

Les situations de retard non déterminées par le présent article demeurent régies par les dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.

L'IRD reste seul juge du bienfondé des arguments présentés par le Titulaire. En conséquence, celui-ci ne pourra élever aucune protestation dans le cas où l'IRD maintiendrait l'application des pénalités après qu'il a formulé ses observations.

Mise en œuvre des pénalités :

Chaque constat d'un dysfonctionnement générateur de pénalité fait l'objet de l'établissement d'un ticket d'incident sur la base du modèle fourni en annexe du C.C.T.P.
Ce document est notifié au Titulaire par mail à l'adresse convenue en début de marché.

Le point de départ du délai de correction défini au tableau figurant au paragraphe précédent est constitué par le terme de l'heure à laquelle le ticket d'incident a été transmis au Titulaire.
Si le dysfonctionnement est corrigé dans le délai de correction, aucune pénalité n'est appliquée. À défaut d'avoir corrigé le dysfonctionnement constaté dans le délai imparti, la pénalité s'applique à partir du point de départ tel que défini à l'alinéa précédent.
Les pénalités sont cumulables (par exemple un même dysfonctionnement constaté sur deux lieux distincts implique deux pénalités).

L'application des pénalités donne lieu à l'établissement d'un décompte mensuel transmis au Titulaire et fait l'objet d'une déduction sur les montants dus au Titulaire en exécution du marché.
Si le total des pénalités atteint 10% du montant minimal du marché ou de l'abonnement annuel de maintenance, une procédure de mise en demeure préalable à une résiliation du marché aux torts du titulaire pourra être lancée.

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait du maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 : MODALITES D'EXECUTION

15.1. Délais d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G. F.C.S., C'est un accord- cadre sera traité à bons de commande successifs.

Le délai d'exécution part au moment de l'arrivée du titulaire sur le site de la Représentation et ce jusqu'à la fin des prestations à réaliser. On entend « prestations réalisées » comme toutes opérations, détaillées dans les CCTP concernés, qui ont été vérifiées et admises par l'IRD.

L'alinéa ci-dessus peut être contesté si un cas de force majeure, d'imprévisibilité n'émanant pas du titulaire pouvant faire obstacle à la réalisation des prestations.

Dans le cadre des stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS, lorsque le titulaire demande sa prolongation du délai d'exécution des prestations, si l'établissement ne notifie pas sa décision dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, il est réputé avoir rejeté la demande de prolongation, sauf dans les cas prévus aux deuxièmes alinéas de l'article 13.3.3 du CCAG FCS.

ARTICLE 16 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixées pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, les opérations de vérification simples s'effectuent dans un délai maximum de 48 heures.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, une vérification L'IRD se prononcera sur le champ de sa décision d'acceptation ou de rejet. Le silence de l'administration vaut acceptation des fournitures ou prestations de service à la livraison.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, les prestations fournies doivent répondre aux besoins du l'accord-cadre. Si ce n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur prévient sur le champ le titulaire de se conformer aux exigences de l'accord cadre en cours. Cette opération ne fait pas obstacle à une vérification qualitative pour une mise en conformité en rapport avec l'accord-cadre conclu

Par dérogation à l'article 29 et 30 du CCAG FCS, l'admission des prestations se fait par décision du pouvoir adjudicateur qu'après vérifications quantitative et qualitative des prestations ; un ajournement dû à des anomalies constatées par l'acheteur sera transmis à son titulaire. Il devra prendre toutes les dispositions nécessaires légales afin de se conformer aux exigences de l'accord-cadre pour assurer son bon fonctionnement dans un délai de 15 jours après réception de la notification du pouvoir adjudicateur. Si les prestations suite à l'ajournement ne sont pas exécutées dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur pourra prendre des mesures de pénalités ou effectuer un rejet total ou partiel de la prestation. Passé ce délai, le prestataire s'expose à des pénalités telles qu'elles seront énumérées à l'article 3.1 du présent cahier des charges. Une décision de rejet des prestations peut être admise, mais doit être motivée. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre. L'IRD peut cependant estimer qu'une des prestations n'étant pas entièrement conforme en l'état aux prestations soumises à l'accord-cadre, fera l'objet d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Elle est notifiée au titulaire après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

ARTICLE 17 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution de l'accord-cadre qu'il est titulaire de ses contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent accord-cadre.

ARTICLE 18 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 : RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 41 du CCAG FCS.

Outre les clauses de résiliation prévues au CCAG-FCS, la personne publique se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre de plein droit et sans indemnités en cas de manquement répétés dans l'exécution des prestations et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, le titulaire se verra supporter toutes les charges dues à sa défaillance c'est-à-dire que si la personne publique doit appeler une autre entreprise afin d'assurer la continuité de l'accord-cadre, les frais incombera le titulaire avant résiliation du présent accord-cadre.

ARTICLE 20 : DEROGATIONS

Article 3 du CCP	Article 4 du CCAG FCS.
Article 14 du CCP	Article 14 du CCAG FCS
Article 15 du CCP	Article 13.1 du CCAG FCS.
Article 17 du CCP	Article 28,29 et 30 du CCAG FCS
Article 18 du CCP	Article 9 du CCAG FCS.
Article 20 du CCP	Article 41 du CCAG FCS.

Le présent document est à accepter sans modification.

Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.